



Député azuréen pendant dix ans, Julien Aubert continue de structurer son mouvement Oser la France, en parallèle des Républicains.

“Il faut mener un travail de francisation”

Entretien Julien Aubert, vice-président des Républicains et ancien député du Vaucluse, s’alarme des divergences idéologiques persistantes au sein de son parti, dont il salue néanmoins le redressement par Éric Ciotti. Souverainiste affirmé, le président d’Oser la France décline sa lecture des émeutes récentes.

Propos recueillis par Quentin Hoster

Cela fait un an que vous avez quitté l’Assemblée nationale. Au vu de la tournure des événements dans l’Hémicycle comme à l’extérieur, le regrettez-vous ?

Pas vraiment. D’abord parce que dix ans dans l’opposition, c’est long, très consommateur de temps et épuisant. Je craignais, en cas de réélection, de manquer un jour de tonus. J’ai toujours été un parlementaire très dynamique, faisant 85 % de l’activité parlementaire du Vaucluse. Même s’il y a toujours une pointe de regret de ne pas pouvoir vivre une absence de majorité qui présente des retournements et opportunités. Mais je suis toujours vice-président des Républicains et mon mouvement Oser la France continue à se structurer. Nous organisons les Rencontres de la souveraineté à Nîmes en septembre, →

Les turbulences à l'Assemblée nationale et l'absence de majorité présentent, selon Julien Aubert, des "opportunités et retournements" pour son courant politique.

je suis allé à Bordeaux, en Occitanie, à Six-Fours-les-Plages... Oser la France, c'est un parti politique qui n'est pas lié aux Républicains mais 50 % de ses adhérents sont au parti LR.

Vous avez encore des attaches dans le Vaucluse?

Je suis toujours président de la fédération des Républicains du Vaucluse et je continue à y vivre, près d'Avignon. C'est un département que j'ai beaucoup défendu.

Diriez-vous que les récentes émeutes étaient prévisibles, compte tenu de l'éroulement de l'instruction publique, de l'autorité et de l'assimilation dans ces quartiers à dominante immigrée?

Oui, c'était prévisible. Et le pire, c'est que cela va continuer. Parce que passé la sidération, on va recommencer la politique de la ville en y injectant des milliards d'euros. On va réparer les trams brûlés, on va rouvrir des médiathèques... Lorsqu'il y a eu le Covid, on avait dit: plus rien ne sera comme avant. Il n'y a qu'une rupture idéologique fondamentale qui changera les choses. Ceux qui analysent la situation uniquement à travers le prisme identitaire décrivent des symptômes mais n'atteignent pas le fond du mal. Il y a de toute évidence une contre-culture, des masses ghettoïsées, largement d'origine étrangère ou carrément étrangères, issues du monde arabo-musulman ou d'Afrique, rongées par les trafics et leurs délinquants. Dire qu'il y a une identité qui ne se reconnaît pas dans la France ne fait pas avancer le problème.

Comment assimiler des jeunes qui semblent échapper à tout contrôle et expriment une telle haine de la France, un tel nihilisme?

D'abord en rétablissant le service militaire obligatoire pour les jeunes, hommes et femmes. Ce qui veut dire que les jeunes musulmans, par exemple, ne

porteraient pas le voile pendant un an, seraient en uniforme et expérimenteraient la mixité. Il faut faire connaître aux jeunes l'institution militaire et leur donner une autre vision de l'ordre, de la République. On les rattraperait en matière d'illettrisme. On leur ferait chanter *la Marseillaise*. En vous arrachant à votre milieu d'origine, vous découvrez l'extraordinaire hétérogénéité d'une société. Ces jeunes émeutiers ont été élevés par des parents qui avaient peut-être fait les émeutes de 2005, et baignent dans un univers largement communautaire. C'est un travail de francisation à mener.

Ensuite, il faut éviter plusieurs écueils. La tentation à gauche est d'y voir seulement un phénomène social. Or, il y a des quartiers entiers relégués, et des jeunes qui jouent aux jeux vidéo mais qui n'ont pas pris les armes pour autant. On dit aussi que ce sont des barbares. Mais les barbares ne peuvent pas connaître l'ordre. Or ces jeunes connaissent l'ordre. Je suis certain que le jeune Nahel, à un barrage de sa cité tenu par des narcotrafiquants qui lui auraient dit: "Là, tu t'arrêtes", aurait obéi. Parce qu'il aurait eu peur de la force. Ces jeunes ne respectent pas l'État car ils ne craignent pas le monopole légitime de sa force. Et contrairement à ce que pense la gauche, ils sont capitalistes, car ils ont pillé leurs marques: Decathlon, Nike, Apple... Elles leur font envie car ce sont des

"LE PROBLÈME DES RÉPUBLICAINS, C'EST QU'ILS SONT PLUTÔT D'ACCORD AVEC LE RN SUR LE VOLET RÉGALIEN ET PLUTÔT D'ACCORD AVEC RENAISSANCE SUR LE VOLET ÉCONOMIQUE."

signes de richesse, ils veulent du confort et ne sont pas décroissants!

Enfin, il y a le sujet de la répression. Quand on fait une connerie et qu'on vous la pardonne, on se dit: "Je peux aller encore plus loin."

Le morcellement de l'Assemblée nationale, qui ne permet pas d'obtenir de majorité franche sur des textes majeurs, nous condamne-t-il à l'immobilisme jusqu'en 2027? Ce pays est-il encore réformable?

Depuis que je suis né, j'entends dire: il faut réformer la France. Il y a un sentiment d'énorme paralysie, mais il y a quand même des réformes. Personne n'est pour le *statu quo*, mais personne ne souhaite que l'on porte atteinte à sa situation. Il y a d'abord une introspection à faire. Ensuite, que faut-il réformer en premier? Pour moi, l'école et la justice. On ferait déjà un bon premier pas. Mais vous ne pouvez pas gouverner avec une si courte majorité. C'est pour cela que la réflexion de IV^e République, de tripatouillages, pour arriver à tenir tant bien que mal, faute de projets et de convergences politiques, n'est pas possible. On ne peut réformer que sur un projet clair, qui n'est pas un projet de coalition.

Comment jugez-vous l'évolution des Républicains depuis qu'Éric Ciotti en a pris la présidence?

Cela a été très difficile au départ. Il n'y a pas eu de débat au moment de l'élection interne, donc la question de la politique économique n'a pas été tranchée. Le problème des Républicains, c'est qu'ils sont plutôt d'accord avec le Rassemblement national sur le volet régalien et plutôt d'accord avec Renaissance sur le volet économique. Par conséquent, il y a toujours une moitié de sympathisants qui sont floués. Après, Éric a, je pense, lancé une série d'initiatives intéressantes: les états généraux, l'école des cadres... Ce sont des projets qui visent à réveiller la droite. Mais la vraie question est celle de la



ERIC TSCHAEN/REA

ligne. Je fais partie de ceux qui pensent que le libéral-conservatisme, qui est très populaire au sein du mouvement comme à l'extérieur, notamment chez Éric Zemmour, ne permet pas de nous reconnecter aux bases populaires.

Souscrivez-vous au choix de Laurent Wauquiez par Éric Ciotti pour représenter Les Républicains lors de la prochaine élection présidentielle?

Aujourd'hui, je pense que Laurent est le plus fort parmi les candidats qui se dessinent. Je n'ai pas envie de revivre la primaire de dernière minute, telle qu'on l'a vécue en 2021. Ensuite, cela a été tranché par les adhérents. J'étais plutôt pour un processus de désignation de candidat, autour de 2025, après les européennes. C'est la solution qui a recueilli une majorité de suffrages. *Vox populi, vox Dei!*

Quel avenir peut avoir votre courant de droite "classique", pris en étau entre le macronisme d'un côté et le lepénisme de l'autre?

Nous sommes dans un système bonapartiste. Il nous faut donc Bonaparte. Car c'est lui qui apporte les idées. Dans ce contexte, il faut que chacun exprime sa sensibilité pour voir comment cela peut émerger. Mais une chose est sûre: on ne peut pas revenir avec le programme de François Fillon de 2017. Je sais bien que cela ferait plaisir à notre socle, mais le monde a changé. Il y a une paupérisation de la population, le problème du pouvoir d'achat, la précarisation d'un certain nombre d'agents publics... Le discours sur le sang, les armes et les réformes structurelles, qui peut être entendu rationnellement, ne fait pas envie dans ces conditions. Baisser les impôts et les charges, c'est audible. Mais réduire les dépenses publiques, pour la santé ou pour la sécurité, cela ne l'est pas. Quand vous n'êtes pas très précis, cela donne effectivement de la bureaucratie, dont on ne sait pas très bien ce que ça veut dire... La réalité, c'est que, dans les structures de coûts, vous avez aussi les collectivités territoriales. On a créé un

million de fonctionnaires dans les intercommunalités et dans les régions. Pour faire une réforme structurelle vraiment sérieuse, il faudrait tailler dans le millefeuille territorial, pour cesser de dévitaliser les communes.

Pour vous, baisser les dépenses publiques n'est donc pas une priorité. N'est-ce pas illusoire d'entretenir la gabegie financière, alors qu'on voit qu'elle n'enraye en rien l'effondrement de l'État régalien et des services publics?

La priorité, c'est d'abord de rétablir l'autorité de l'État, qui a disparu dans des procédures pour justifier la veulerie, la lâcheté et l'absence de décisions politiques. L'intendance budgétaire est pour moi un sujet second, tant qu'il n'y a pas une crise de l'accès au financement. On doit d'abord proposer une vision. Or, un programme d'économies, ce n'est pas une vision. Enfin, la qualité, ce n'est pas forcément augmenter les dépenses. C'est là que vient le débat sur l'efficacité de l'action publique. ●